



Décision n° 2026-DC-040 du 17 mars 2026 de l’Autorité de sûreté nucléaire et de radioprotection fixant les prescriptions relatives au démantèlement partiel de l’installation nucléaire de base n°38, dénommée « station de traitement des effluents et déchets solides (STE2) et atelier de traitement des combustibles nucléaires oxyde (AT1) », et modifiant les décisions n°2008-DC-0111 du 2 septembre 2008, n°2010-DC-0190 du 29 juin 2010 et n°2014-DC-0472 du 9 décembre 2014 de l’Autorité de sûreté nucléaire

L’Autorité de sûreté nucléaire et de radioprotection,

Vu le code de l’environnement, notamment ses articles L. 593-29 et R. 593-69 ;

Vu le décret n° 2013-997 du 8 novembre 2013 modifié autorisant la société AREVA NC à procéder à des opérations de mise à l’arrêt définitif et de démantèlement de l’installation nucléaire de base n°38 dénommée « station de traitement des effluents et déchets solides (STE2) et atelier de traitement des combustibles nucléaires oxyde (AT1) » située dans l’établissement AREVA NC de La Hague (département de la Manche) ;

Vu le décret n° 2020-1593 du 15 décembre 2020 autorisant la société Orano Recyclage à prendre en charge l’exploitation des installations nucléaires de base n°33, n°38, n°47, n°80, n°116, n°117 et n°118 actuellement exploitées par la société Orano Cycle sur le site de La Hague (département de la Manche) et l’exploitation de l’installation nucléaire de base n°151 actuellement exploitée par la société Orano Cycle sur le site de Marcoule (département du Gard) ;

Vu le décret n° 2022-1481 du 28 novembre 2022 prescrivant à la société Orano Recyclage de procéder aux opérations de démantèlement partiel de l’installation nucléaire de base n°38, dénommée « station de traitement des effluents et déchets solides (STE2) et atelier de traitement des combustibles nucléaires oxyde (AT1) », située sur le site de la Hague sur le territoire de la commune de la Hague (département de la Manche) et modifiant le décret n°2013-997 du 8 novembre 2013 autorisant des opérations de mise à l’arrêt définitif et de démantèlement dans cette installation ;

Vu l’arrêté du 7 février 2012 modifié fixant les règles générales relatives aux installations nucléaires de base ;

Vu la décision n° 2008-DC-0111 de l’Autorité de sûreté nucléaire du 2 septembre 2008 relative à la reprise et au conditionnement des boues actuellement entreposées dans l’atelier STE2 (INB 38) ;

Vu la décision n° 2010-DC-0190 de l’Autorité de sûreté nucléaire du 29 juin 2010 fixant à AREVA NC des prescriptions relatives à la reprise des déchets contenus dans le silo 130 de l’INB n° 38, dénommée STE2 et située sur le site de La Hague ;

Vu la décision n° 2013-DC-0360 de l’Autorité de sûreté nucléaire du 16 juillet 2013 modifiée relative à la maîtrise des nuisances et de l’impact sur la santé et l’environnement des installations nucléaires de base ;

Vu la décision n° 2014-DC-0472 de l’Autorité de sûreté nucléaire du 9 décembre 2014 modifiée relative à la reprise et au conditionnement des déchets anciens dans les installations nucléaires de base n°33 (UP2-400), n°38 (STE2), n°47 (ELAN IIB), n°80 (HAO), n°116 (UP3-A), n°117 (UP2-800) et n°118 (STE3) exploitées par Areva NC dans l’établissement de La Hague (département de la Manche) ;

Vu la décision n° 2015-DC-0508 de l’Autorité de sûreté nucléaire du 21 avril 2015 modifiée relative à l’étude sur la gestion des déchets et au bilan des déchets produits dans les installations nucléaires de base ;

Vu la décision n° 2017-DC-0587 de l'Autorité de sûreté nucléaire du 23 mars 2017 relative au conditionnement des déchets radioactifs et aux conditions d'acceptation des colis de déchets radioactifs dans les installations nucléaires de base de stockage ;

Vu la décision n° 2019-DC-0673 de l'Autorité de sûreté nucléaire du 25 juin 2019 fixant à Orano Cycle les prescriptions applicables aux installations nucléaires de base nos 33, 38 et 47 dénommées Usine de traitement des combustibles irradiés UP2 400, Station de traitement des effluents et déchets solides (STE2) et Atelier de traitement des combustibles nucléaires oxyde (AT1), et Atelier Elan IIB, sur le site de La Hague, au vu des conclusions de leur réexamen périodique ;

Vu le guide de l'ASN n° 14 relatif à l'assainissement des structures dans les installations nucléaires de base – version du 30 août 2016 ;

Vu le guide de l'ASN n° 24 relatif à la gestion des sols pollués par les activités d'une installation nucléaire de base – version du 30 août 2016 ;

Vu le dossier de demande d'autorisation de mise à l'arrêt définitif et de démantèlement de l'INB n°38 transmis le 30 juin 2015 par la société Areva NC et le dossier joint à l'appui de cette demande, complété par courriers du 17 mars 2017, 24 avril 2018, 20 juin 2019, 29 janvier 2020, 23 juillet 2020 et mis à jour le 7 septembre 2020 ;

Vu la lettre d'AREVA NC référencée 2017-13858 du 17 mars 2017 présentant les engagements pris par AREVA NC relatif au démantèlement et au réexamen de l'INB n°38 ;

Vu le courrier Orano du 12 février 2018 actant le changement de dénomination de l'entité AREVA NC en Orano Cycle ;

Vu les résultats de l'enquête publique qui a porté sur le dossier modifié susvisé de demande d'autorisation de mise à l'arrêt définitif et de démantèlement de l'INB n°38, et qui s'est déroulée du 20 octobre au 20 novembre 2020 inclus ;

Vu la note Orano référencée ELH-2015-029189 version 8.0 du 24 juin 2025 portant sur la stratégie de reprise des déchets anciens des INB n°33, 38, 47 et 80 ;

Vu la note Orano référencée ELH-2015-055980 version 12.0 de juin 2025 portant sur l'avancement des projets de démantèlement des INB n°33, 38, 47 et 80 ;

Vu les résultats de la consultation du public effectuée du 6 décembre 2025 au 6 janvier 2026 ;

Vu le courrier Orano Recyclage référencé ELH-2025-046174 du 27 août 2025 transmettant ses observations sur le projet de décision qui lui a été transmis ;

Considérant ce qui suit :

1. Le décret du 8 novembre 2013 modifié susvisé prescrit le démantèlement partiel de l'INB n° 38.
2. L'état final retenu par l'exploitant permettra une réutilisation industrielle de l'installation, conformément à l'article 5 du décret du 8 novembre 2013 modifié susvisé.
3. Conformément à l'article 3.6.3 de la décision n° 2015-DC-0508 de l'Autorité de sûreté nucléaire du 21 avril 2015 modifiée susvisée et à l'article 3.3.7 de la décision n° 2013-DC-0360 de l'Autorité de sûreté nucléaire du 16 juillet 2013 modifiée susvisée, les méthodologies d'assainissement radiologique des structures et les mesures de gestion des sols mises en œuvre par l'exploitant sont soumises à l'accord de l'Autorité de sûreté nucléaire et de radioprotection.
4. Orano Recyclage a transmis, dans la note du 24 juin 2025 susvisée, une mise à jour de la stratégie et du calendrier des opérations de reprise et conditionnement des déchets radioactifs anciens (RCD) des INB n°s 33, 38, 47 et 80. Cette stratégie décrit la mise en œuvre par l'exploitant d'une démarche d'évaluation de maturité pour chacun des projets de RCD, l'établissement des plannings de pilotage avec des jalons engageants et la définition des exigences concernant le respect des échéances réglementaires. Les dispositions de cette stratégie, qui est mise à jour annuellement, font l'objet d'un examen régulier par l'Autorité de sûreté nucléaire et de radioprotection lors de réunions ou d'inspections, et sont globalement satisfaisantes.

5. Le décret du 28 novembre 2022 susvisé a abrogé certains articles du décret du 8 novembre 2013 modifié susvisé. Certains des articles abrogés étaient le fondement de prescriptions de la décision du 9 décembre 2014 susvisée. De fait, certaines prescriptions de cette décision doivent être mises à jour, en cohérence avec la programmation exposée dans la note de stratégie du 24 juin 2025 susvisée.

6. Le dossier modifié susvisé de demande d'autorisation de mise à l'arrêt définitif et de démantèlement de l'INB n° 38, soumis fin 2020 à l'enquête publique susvisée, ainsi que le courrier Orano du 22 décembre 2023 susvisé indiquent les dates d'achèvement suivantes :

- fin 2030 pour les aires d'entreposage extérieures hors zones pérennes, le parc aux ajoncs, et les fosses de la Zone Nord-Ouest autres que la fosse 26 ;
- fin 2032 pour le silo 130 ;
- fin 2034 pour le bâtiment ATTILA ;
- fin 2036 pour l'atelier STE2-A ;
- fin 2037 pour le bâtiment 119 ;
- fin 2038 pour la fosse n°26 de la Zone Nord-Ouest ;
- fin 2040 pour le silo 115 ;
- fin 2043 pour les caniveaux de l'INB n°38.

7. Les opérations de démantèlement de l'installation et de RCD contenus dans les silos, les fosses et les tranchées de l'INB n° 38, qui constituent un préalable nécessaire au démantèlement de cette installation, s'avèrent plus complexes d'un point de vue technique que ce qui était envisagé à l'époque du dépôt du dossier modifié susvisé de demande d'autorisation de mise à l'arrêt définitif et de démantèlement. En conséquence, Orano a présenté de nouvelles dates de fin de RCD dans la note de stratégie du 24 juin 2025 susvisée, qui peuvent induire un report des échéances listées ci-dessus. L'autorité de sûreté nucléaire et de radioprotection estime nécessaire de réaliser un suivi régulier des jalons afin d'identifier au plus tôt les reports et les conséquences sur l'atteinte des échéances visées.

8. La reprise des boues contaminées présentes dans les ateliers de l'INB n°38 est un projet prioritaire compte tenu des enjeux de sûreté associés. L'exploitant prévoit d'engager cette reprise en 2037, en cohérence avec la note de stratégie du 24 juin 2025 susvisée. Il convient donc de s'assurer que le dépôt du dossier d'autorisation de création du nouvel entreposage de ces boues, dont la construction est sur le chemin critique de la RCD, soit réalisé en 2027.

9. La prescription [INB 33, 38 et 47-REEX 15-I] de la décision ASN n° 2019-DC-0673 du 25 juin 2019 susvisée prescrit que l'utilisation des caniveaux dits « actifs » de première génération de l'INB n° 38 soit limitée, au 31 décembre 2024, aux seules opérations de rinçages et d'assainissement, à l'exception des caniveaux 8118 et 8109. En conséquence, l'exploitant a engagé un programme de dévoiement de ces caniveaux « actifs » de première génération, puis devra effectuer le démantèlement de ces caniveaux. L'exploitant n'a pas encore présenté de calendrier précis du démantèlement et de l'assainissement de ces caniveaux et des sols sous-jacents.

Décide :

Article 1^{er}

Les opérations de démantèlement et d'assainissement de l'installation nucléaire de base n° 38 prescrites par le décret du 8 novembre 2013 modifié susvisé sont soumises au respect des prescriptions définies en annexe à la présente décision.

Article 2

Au II de l'article 1er de la décision du 29 juin 2010 susvisée, les mots : « *et les termine au 31 décembre 2025. La fin de l'évacuation des déchets solides est fixée au 31 décembre 2022* » sont supprimés.

Article 3

L'annexe à la décision du 9 décembre 2014 susvisée est modifiée ainsi qu'il suit :

- 1° Les articles 3, 17, 25, 27, 28, 30 et 32 sont abrogés ;
- 2° Au 1^{er} alinéa de la prescription [ARE-LH-RCD-04], les mots : « et le silo 115 » sont supprimés ;
- 3° Les 2^e, 5^e et 6^e alinéas de la prescription [ARE-LH-RCD-05] sont supprimés ;
- 4° Au I de la prescription [ARE-LH-RCD-12], les mots « avant le 31 mars de chaque année » sont remplacés par « avant le 30 juin de chaque année ».

Article 4

A l'article 2 de la décision n°2008-DC-0111 du 02/09/2008, la phrase « La capacité de traitement de ces aménagements doit permettre une reprise de ces boues au plus tard au 31 décembre 2030 » est supprimée.

Article 5

L'exploitant transmet à l'Autorité de sûreté nucléaire et de radioprotection, au plus tard le 30 juin de chaque année, un état de l'avancement au 31 décembre de l'année précédente :

- des actions mises en œuvre pour respecter les prescriptions et les échéances définies dans l'annexe à la présente décision ;
- des actions mises en œuvre pour répondre aux engagements de la lettre du 17 mars 2017 susvisée ;
- des actions mises en œuvre pour respecter la stratégie et le calendrier des opérations de reprise et conditionnement des déchets anciens de l'INB ;
- du plan d'investigation et de gestion des sols pollués, y compris sous les bâtiments.

Cet état d'avancement est transmis jusqu'à l'achèvement des actions mentionnées ci-dessus.

Article 6

La présente décision peut être déférée devant le Conseil d'État par Orano Recyclage, ci-après dénommé « l'exploitant », dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

Article 7

Le directeur général de l'Autorité de sûreté nucléaire et de radioprotection est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera notifiée à l'exploitant et publiée au *Bulletin officiel* de l'Autorité de sûreté nucléaire et de radioprotection.

Fait à Montrouge, le 17 mars 2026.

Le collège de l'Autorité de sûreté nucléaire et de radioprotection*,

Signé par :

Pierre-Marie ABADIE

Stéphanie GUÉNOT BRESSON

Géraldine PINA

* Commissaires présents en séance.

Annexe

à la décision n° 2026-DC-040 du 17 mars 2026 de l’Autorité de sûreté nucléaire et de radioprotection fixant les prescriptions relatives au démantèlement partiel de l’installation nucléaire de base n°38, dénommée « station de traitement des effluents et déchets solides (STE2) et atelier de traitement des combustibles nucléaires oxyde (AT1) », et modifiant les décisions n°2008-DC-0111 du 2 septembre 2008, n°2010-DC-0190 du 29 juin 2010 et n°2014-DC-0472 du 9 décembre 2014 de l’Autorité de sûreté nucléaire

Opérations d’assainissement des structures de génie civil

[INB38-DEM-1]

L’exploitant présente et justifie à l’ASNR la méthodologie retenue pour l’assainissement radiologique et chimique des structures de l’installation. Cette méthodologie détaille notamment :

- l’analyse de la caractérisation radiologique et chimique des structures de l’installation ;
- les filières d’évacuation des déchets envisagées durant les opérations ;
- le déroulement envisagé des opérations.

Cette méthodologie peut être transmise en plusieurs étapes en fonction de l’état d’avancement des caractérisations et du phasage général de l’assainissement envisagé par l’exploitant.

Structures de génie civil maintenues en place à l’issue du démantèlement

[INB38-DEM-2]

Pour les structures de génie civil maintenues en place à l’issue du démantèlement, l’exploitant transmet à l’ASNR, à l’issue de l’assainissement de ces structures, l’analyse de leur caractérisation radiologique et chimique, justifiant de la compatibilité des structures maintenues avec l’usage futur industriel prescrit à l’article 5 du décret du 8 novembre 2013 modifié susvisé.

Mesures de gestion des sols

[INB38-DEM-3]

Au plus tard un an avant le dépôt du dossier de déclassement de l’installation mentionné à l’article R. 593-73 du code de l’environnement, l’exploitant transmet à l’ASNR l’analyse de la caractérisation radiologique et chimique de l’ensemble des sols et des potentielles structures de génie civil enterrées, y compris sous les bâtiments maintenus en place à l’issue du démantèlement.

L’exploitant justifie de la mise en œuvre des mesures de gestions des sols. Le cas échéant, en vue d’obtenir l’accord de l’ASNR sur ces plans de gestion, l’exploitant présente et justifie la méthodologie retenue pour l’assainissement radiologique et chimique des sols, ainsi que le déroulement envisagé de ces opérations d’assainissement des sols.

Jalons concernant les opérations de reprise et conditionnement des déchets anciens (RCD), de démantèlement et d'assainissement

[INB38-DEM-4]

I. L'exploitant transmet à l'ASNR, avant le 30 juin 2026, les jalons engageants des projets de reprise et de conditionnement des déchets anciens (RCD), de démantèlement et d'assainissement qu'il s'engage à réaliser afin de respecter l'échéance d'achèvement des opérations de démantèlement fixée à l'article 4 du décret du 8 novembre 2013 modifié susvisé, pour les cinq prochaines années. Ces jalons sont pris en cohérence avec les jalons engageants transmis par la note de stratégie RCD référencée ELH-2015-029189 susvisée dans sa dernière mise à jour, et avec ceux transmis par la note bilan annuelle des activités de démantèlement référencée ELH-2015-055980 susvisée dans sa dernière mise à jour.

II. L'exploitant transmet à l'ASNR, avant le 30 juin de chaque année, les jalons mis à jour et couvrant la période des cinq années suivantes. Cette disposition est reconduite jusqu'à la fin des projets de RCD, de démantèlement et d'assainissement.

III. Le contrôle par l'exploitant du respect des échéances des jalons mentionnés au I et II est réalisé régulièrement, au moins une fois par an, et comporte une analyse des opportunités et risques des projets et les plans d'actions associés pour garantir le respect de ces échéances.

IV. Dans le cas d'un report significatif de l'échéance de l'un des jalons mentionnés au I et II, l'exploitant en détermine les causes techniques, organisationnelles et humaines, puis définit et met en œuvre des dispositions pour en réduire les conséquences. Il informe l'ASNR ainsi que la commission locale d'information des installations nucléaires du site de La Hague, en complément des informations mentionnées à l'article 7 du décret du 8 novembre 2013 modifié susvisé. L'information communiquée à la commission locale d'information est mise à la disposition du public.

[INB38-DEM-5]

I. Au plus tard le 31 décembre 2031, l'exploitant achève les opérations de reprise des déchets et d'assainissement du Parc aux Ajoncs de la Zone Nord-Ouest.

II. Au plus tard le 31 décembre 2030, l'exploitant achève les opérations de reprise des gros déchets UNGG contenus dans le silo 130 de la Zone Nord-Ouest, correspondant à la réalisation de la phase 1 des opérations de RCD du silo 130 mentionnée dans la note de stratégie RCD référencée ELH-2015-029189 version 8.0 susvisée.

III. Au plus tard le 30 juin 2035, l'exploitant achève les opérations de reprise des effluents, des déchets résiduels et des boues contenus dans le silo 130 de la Zone Nord-Ouest, correspondant à la réalisation des phases 2 et 3 des opérations de RCD du silo 130 mentionnées dans la note de stratégie RCD référencée ELH-2015-029189 version 8.0 susvisée.

[INB38-DEM-6]

Au plus tard le 30 septembre 2027, l'exploitant transmet à l'ASNR la demande d'autorisation, au titre des articles R.593-55 à R.593-58 du code de l'environnement, pour le nouvel entreposage des boues contaminées présentes dans les ateliers de l'INB n° 38.

[INB38-DEM-7]

Au plus le 31 décembre 2027, l'exploitant transmet à l'ASNR un planning justifié du démantèlement et de l'assainissement des caniveaux de 1^{ère} génération de l'INB n° 38.